

Les résultats du RICA 2012 : disparité des résultats et situation financière des exploitations ⁽¹⁾

Grandes cultures : progression du résultat pour deux exploitations sur trois	63
La proportion des « revenus élevés » s'est accrue depuis une dizaine d'années	65
La dispersion des revenus des agriculteurs continue à s'accroître	66
Des ressources financières toujours importantes permettent de poursuivre l'effort d'investissement	67
L'endettement varie peu et son poids continue à diminuer	69
Annexes	71
Méthodologie	77

(1) Présenté par Olivier LOUVEAU, responsable du RICA, ce rapport a été préparé au Bureau des statistiques sur les productions et les comptabilités agricoles du SSP par Thierry De CORLIEU et Olivier LOUVEAU.

**Résultats économiques 2012
des exploitations « moyennes et grandes »
établis à partir du réseau d'information comptable agricole**

Disparité des résultats et situation financière des exploitations

En 2012, comme en 2011, le résultat courant avant impôts progresse pour la majorité des exploitations « moyennes et grandes »¹. La dispersion des revenus entre les agriculteurs continue à s'accroître. L'effort d'investissement se poursuit tandis que le poids de l'endettement continue à diminuer.

Dans la plupart des orientations, le résultat courant avant impôts (RCAI) progresse pour plus de 50 % des exploitations. Les exploitations des orientations « Viticultures », et « Bovins lait » font exception. La proportion des revenus inférieurs à 10 000 euros continue à diminuer (19,6 % après 20,2 % en 2011) tandis qu'augmente la part des revenus supérieurs à 50 000 euros (23,8 % contre 22,5 %). La dispersion des revenus, déjà importante en 2010 et en 2011, s'accroît encore en 2012, pour atteindre un niveau inégalé.

Avec des ressources financières plus importantes dégagées par l'activité des exploitations, les prélèvements privés des exploitants augmentent encore ainsi que les investissements. Avec des résultats en progression le poids de l'endettement continue à s'alléger.

En 2012, pour 52 % des exploitations le résultat courant avant impôts progresse

En 2012, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations agricoles moyennes et grandes s'élève à 51 400 euros en moyenne. Ce résultat, le plus élevé observé depuis une vingtaine d'années, fait suite à deux années de résultats moyens déjà élevés. Sur la période 2000 à 2008, le RCAI n'était que de 36 200 euros en moyenne.

En 2012, avec une conjoncture qui demeure globalement favorable, la valeur de la production continue à progresser (+ 5,0 %), tandis que les subventions d'exploitation sont en baisse de 3,1 %. L'ensemble des produits courants augmente de 3,7 %. Comme en 2011, l'année 2012 est également marquée par une forte augmentation des charges en engrais, en aliments concentrés et en énergie : les charges courantes grimpent de 4,3 %. Le poids des charges courantes – le rapport des charges courantes aux produits courants - (78,7 % en moyenne) s'alourdit donc légèrement (+ 0,4 point). Dans ce contexte, le RCAI progresse tout de même de 1,6 % en moyenne et 51,8 % des exploitations

améliorent leur résultat par rapport à 2011.

La proportion des exploitations avec un RCAI négatif continue à diminuer : 8 % en 2012, après 8,7 % en 2011 et 9,1 % en 2010.

Grandes cultures : progression du résultat pour deux exploitations sur trois

Les exploitations de l'orientation « Céréales et oléoprotéagineux » ont bénéficié pour la plupart de leurs productions, à l'exception notable du blé dur, de prix de vente qui ont évolué favorablement. Elles ont aussi retrouvé en 2012, après la sécheresse de 2011, des rendements des céréales à paille plus conformes aux valeurs habituelles. La valeur de la production qui augmente en moyenne de plus de 15 % permet de compenser largement la progression des charges courantes, en particulier les charges d'approvisionnement (+ 12,4 %). Pour la troisième année consécutive, le RCAI progresse (+19,6 % en 2012) pour atteindre 68 200 euros en moyenne, soit un chiffre proche de la valeur record de 2007. En 2012, 69 % des exploitations de l'orientation améliorent leur RCAI.

¹ Les exploitations « moyennes et grandes » sont celles dont la production brute standard est supérieure à 25 000 euros. Ces exploitations représentent 97 % de la PBS nationale.

La valeur de la production des exploitations de l'orientation « Cultures générales » augmente aussi de façon sensible (+12,8 %). Les producteurs de betteraves sucrières et de légumes plein champ ont pu bénéficier, comme les producteurs de COP, de prix plus rémunérateurs. Ils ont également enregistré une hausse un peu moins sensible de leurs charges d'approvisionnement (+ 9,6 %) qu'en COP. Pour 65 % des exploitations de l'orientation, le RCAI progresse en 2012, et dépasse 100 000 euros en moyenne.

Après la forte déprime consécutive à la crise de la bactérie E. Coli en 2011, les prix de la

plupart des légumes sont repartis à la hausse en 2012. Par ailleurs, les exploitations de l'orientation « Maraîchage » ont été moins affectées par l'augmentation des charges qu'en grandes cultures. Dans cette conjoncture plus favorable, plus 56 % des exploitations voient leur RCAI progresser et la proportion des exploitations déficitaires n'est plus que de 12 %, après avoir dépassé 20 % en 2011. On observe cependant que 10 % des exploitations de l'orientation ont été déficitaires au cours des deux dernières années. Le RCAI s'élève à 52 500 euros en moyenne. Amélioration du revenu aussi pour 59 % des exploitations de l'orientation « Fleurs et horticulture diverses ».

Part des exploitations avec progression du RCAI en valeur réelle par rapport à l'année précédente en % du nombre d'exploitations de la catégorie

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Fleurs et horticulture diverses	41,8	47,8	39,6	33,8	44,1	46,1	52,7	49,3	50,0	55,1	32,6	58,8
Porcins	74,6	5,4	54,8	63,2	73,2	65,5	49,1	44,6	60,6	80,4	43,3	62,3
Maraîchage	48,7	55,8	44,2	29,0	64,7	56,3	37,2	43,6	40,3	62,1	41,3	56,1
Bovins viande	49,6	64,0	43,7	53,5	48,7	58,6	28,7	31,1	47,3	62,9	53,5	64,4
Céréales et oléoprotéagineux	33,9	61,7	52,8	50,9	31,7	69,5	91,6	27,3	14,0	93,8	58,7	68,5
Cultures générales	52,0	42,6	62,4	45,5	38,8	74,2	75,9	40,6	18,4	87,1	57,2	65,4
Granivores mixtes	50,9	31,6	51,2	58,9	61,6	60,5	67,7	31,9	33,0	88,7	45,6	51,9
Fruits et autres cultures permanentes	56,5	51,3	47,9	43,0	43,3	70,6	39,2	54,3	35,7	62,3	54,0	58,4
Ovins et caprins	55,4	57,7	31,9	58,5	36,4	55,6	47,0	33,8	50,2	81,7	50,1	48,8
Polyculture, polyélevage	47,3	53,2	45,5	57,6	40,7	62,0	64,1	30,2	26,3	85,4	60,7	56,3
Volailles	60,4	45,9	44,8	56,3	50,2	57,9	23,1	38,0	42,2	67,0	50,8	42,9
Bovins mixtes	38,7	64,4	39,9	65,4	51,5	53,5	49,6	37,5	29,0	86,2	53,8	37,7
Viticulture	41,3	56,2	41,6	56,7	34,0	49,7	61,0	40,2	43,9	63,3	58,0	39,5
Bovins lait	39,7	56,7	39,7	62,5	46,6	49,7	65,4	39,7	20,9	86,7	60,5	31,2
Ensemble des exploitations	45,1	54,1	44,7	55,2	42,6	58,7	60,8	36,0	31,8	78,4	56,1	51,8

Source : SSP - RICA 2001 à 2012 – année 2012 résultats provisoires.

En viticulture, le résultat affecté par de faibles récoltes

En 2011, le rendement de la récolte de raisin par les viticulteurs avait été élevé ainsi que que les prix à la production des vins. L'année 2012 est marquée par un volume de raisin récolté en retrait, tandis que les prix se maintiennent à un bon niveau. En conséquence la valeur de la production diminue (- 5,6 %) et le RCAI, 50 500 euros en moyenne, est en baisse de 21 % par rapport à l'année 2011. Pour plus de 60 % des exploitations le RCAI diminue. Cette proportion est très variable selon le bassin : en Champagne, la quasi totalité des exploitations est affectée par la baisse du résultat, tandis qu'en Bourgogne, en Val de Loire-Centre et en Charentes-Cognac une majorité de viticulteurs voit leur RCAI progresser.

En 2012, 58 % des exploitations de l'orientation « fruits et autres cultures permanentes » améliorent leur RCAI qui progresse en

moyenne de 17 % pour atteindre 43 500 euros en moyenne. Des subventions d'exploitations qui augmentent et des charges de personnel salarié qui diminuent pour la moitié des exploitations concernées (une partie des exploitations ne perçoit pas d'aides ou n'emploie pas de main d'œuvre salariée) expliquent pour partie les meilleurs résultats. La valeur de la production varie assez peu en moyenne. La proportion des exploitations déficitaires, habituellement élevée (19,7 % en 2011) dans cette orientation, diminue fortement en 2012 (9,5 %).

En « Bovins lait », un résultat en baisse pour une majorité d'exploitations, mais une conjoncture favorable pour les élevages de « Bovins viande » et de « Porcins »

Les éleveurs spécialisés dans l'élevage des bovins pour le lait ont connu en 2012 un effrètement du prix du lait, du rendement laitier et des

subventions d'exploitation. Par ailleurs les charges courantes, tirées notamment par la hausse du coût de l'alimentation animale, des engrais, de l'énergie et des dotations aux amortissements, progressent de 4,6 % en moyenne. Avec ce contexte devenu moins favorable, le RCAI, 40 300 euros en moyenne, est en baisse de plus de 20 % et la baisse affecte 69 % des exploitations de l'orientation.

Avec des prix à la production des bovins plus élevés, la valeur de la production des éleveurs de l'orientation « Bovins viande » progresse sensiblement (17 %). Une partie importante de la progression de la production provient de l'appréciation de la valeur des stocks d'animaux à la clôture de l'exercice (effet prix). La valeur de la production plus importante permet de compenser largement la diminution des subventions d'exploitation (- 8,5 %) et l'augmentation des charges courantes (+ 2,8 %) : le RCAI progresse de 26 % en moyenne et l'amélioration du résultat profite à 64 % des exploitations. Avec 27 100 euros en moyenne, le niveau du résultat reste relativement faible en comparaison de celui des autres orientations.

En orientation « Ovins et caprins », on observe aussi des prix de vente des ovins plus rémunérateurs. La progression de la valeur de la production augmente de 5,4 %, et provient pour l'essentiel ici aussi d'une appréciation de la valeur du stock d'animaux. Cette amélioration de la conjoncture ne suffit à compenser entièrement la diminution des subventions d'exploitation (- 3,9 %) et la progression des charges

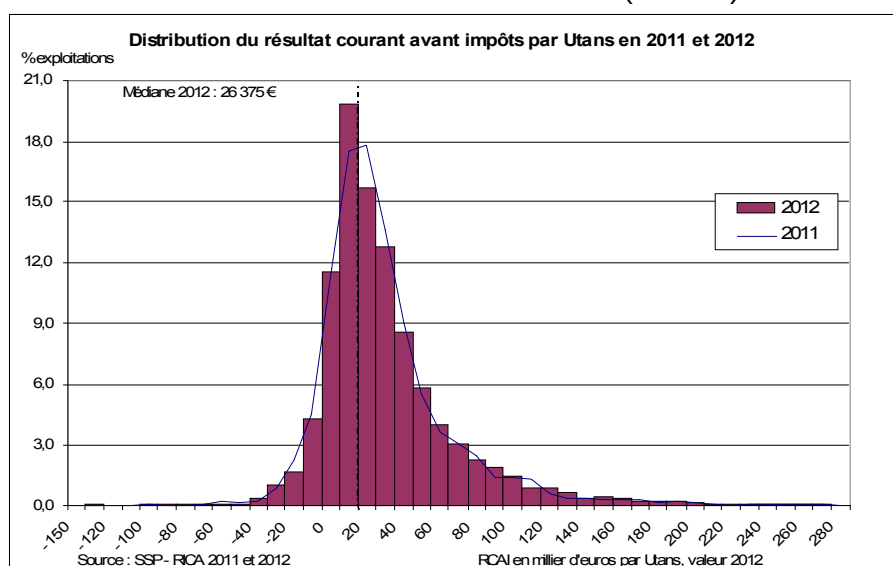
courantes (+ 3,6 %) : le RCAI est en baisse de 2 % et diminue pour 51 % des exploitations de l'orientation. Cette orientation est aussi caractérisée par un niveau de résultat modeste (27 800 euros en moyenne).

L'augmentation du prix de vente à la production du porc à l'engrais (+ 7,8 %), permet aux éleveurs de l'orientation « Porcins » de compenser l'accroissement des charges d'alimentation (+ 5,6 %). Ce poste de dépense représente à lui seul, en moyenne, 54 % du total des charges courantes. Pour 62 % des exploitations de l'orientation le RCAI progresse en 2012 et atteint 66 400 euros en moyenne, soit le niveau le plus élevé observé depuis l'année 2007.

Parmi les exploitations spécialisées dans l'élevage des volailles, 43 % des exploitations améliorent leur RCAI, la proportion reste minoritaire aussi bien parmi les exploitations du sous-ensemble des exploitations sous contrat d'intégration que parmi les non-intégrées.

La proportion des « revenus élevés » s'est accrue depuis une dizaine d'années

Le RCAI, proche dans sa définition d'un revenu d'entreprise, doit rémunérer le travail de la main d'œuvre familiale (1,44 unité de travail annuel) et les capitaux consacrés à l'exploitation. Dans la définition du RCAI retenue par le RICA, les charges sociales de l'exploitant ne sont pas prises en compte. Pour l'analyse de la dispersion des revenus des agriculteurs, le RCAI est rapporté au nombre d'unités de travail non salarié (UTANS).



La distribution des revenus 2012 est assez voisine de celle observée en 2011. La proportion des exploitations avec un « faible revenu » (moins de 10 000 euros constants) diminue légèrement (19,6 %, après 20,2 % en 2011) tandis que progresse la proportion des exploitations avec un « revenu élevé » (supérieur à 50 000 euros) qui atteint 23,8 % après 22,5 % en 2011. Le déplacement de la distribution des revenus est plus significatif si on considère une période plus longue et plus éloignée : on avait en moyenne 24,4 % d'exploitations avec de « faibles revenus » en moyenne sur la période 2001 à 2008 et, toujours sur les 8 années, seulement 13,5 % des exploitations avec un « revenu élevé ».

Les exploitations avec de « faibles revenus » restent relativement nombreuses en 2012 au sein d'orientations dont la conjoncture est pourtant redevenue plus favorable : « Maraîchage » (32 %), « Fleurs et horticulture » (26,2 %), « Fruits et cultures permanentes » (29 %) et en « Bovins viande » (25,4 %). Elles sont devenues plus nombreuses en viticulture

(27,9 % après 22,8 % en 2011) et surtout en orientation « Bovins lait » (21,6 % après 11,9 %), orientations avec une conjoncture dégradée en 2012. Enfin la proportion des exploitations avec de « faibles revenus » est particulièrement réduite au sein des deux orientations de grandes cultures : 7,9 % en « Céréales et oléoprotéagineux » et 6,5 % en « Cultures générales ».

En 2012, la proportion des exploitations avec un « revenu élevé » s'élève à 37 % en orientation « Porcins », à 47 % en « Céréales et oléoprotéagineux » et à 64 % en « Cultures générales ». Pour ces trois orientations, cette proportion s'est fortement accrue depuis 2010, et a fortiori par rapport à la période 2001 à 2008, où cette proportion était respectivement de 20 %, 19 % et 31 %. La proportion des « revenus élevés » reste faible au sein des exploitations élevant des herbivores, même si elle a progressé au sein des orientations « Bovins lait » et « Bovins mixtes ». (10 % en 2012 contre 5,4 % sur la période 2001 à 2008).

Part des exploitations avec un RCAI par unité de travail non salarié supérieur à 50 000 €* en % du total de la catégorie

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cultures générales (autres grandes cultures)	25,0	27,4	23,4	31,5	26,0	18,6	31,7	44,3	42,1	14,4	49,2	50,4	64,0
Céréales et oléoprotéagineux	14,9	10,2	12,6	16,5	14,9	7,6	16,1	45,1	29,1	6,3	32,4	38,8	47,0
Porcins	29,1	50,6	2,8	4,0	17,1	27,9	41,9	9,1	7,4	12,7	25,8	25,6	36,7
Viticulture	29,3	25,0	26,9	23,0	29,0	25,9	25,2	29,8	24,3	19,5	28,8	32,7	26,7
Maraîchage	19,6	17,5	25,8	20,9	8,6	22,3	19,1	12,3	16,3	12,2	23,6	14,5	24,2
Polyculture, polyélevage	7,3	7,8	7,5	9,7	8,1	6,5	9,7	19,6	12,4	4,1	18,6	22,2	23,2
Fruits et autres cultures permanentes	11,6	22,6	21,7	20,3	16,9	8,4	16,1	16,0	15,5	8,2	11,5	14,8	18,3
Volailles	4,2	7,5	6,6	6,7	5,7	5,9	9,6	17,7	12,2	9,8	18,2	14,9	18,2
Granivores mixtes	6,0	10,2	4,5	4,4	5,0	6,6	8,3	11,4	10,4	1,7	12,5	15,4	14,5
Bovins mixtes	3,0	1,6	7,2	2,4	3,6	3,4	9,8	9,5	5,2	1,2	5,7	12,3	10,0
Fleurs et horticulture diverses	15,6	11,6	11,0	16,4	7,6	10,7	13,9	13,6	11,8	9,9	11,4	10,4	9,9
Bovins lait	3,7	2,7	2,8	2,5	3,8	3,5	3,5	9,1	6,7	1,0	8,0	13,2	8,2
Bovins viande	4,4	3,3	7,2	8,3	7,8	5,6	9,8	4,6	1,4	1,6	2,1	3,7	5,5
Ovins et caprins	2,2	2,3	3,2	1,7	3,3	1,5	1,4	0,7	1,0	1,0	3,7	2,7	3,0
Ensemble des orientations	11,9	11,4	11,4	12,1	12,3	10,0	14,0	21,1	15,7	7,1	19,3	22,5	23,8

* En valeur 2012.

Source : SSP - RICA 2001 à 2012 – année 2012 résultats provisoires.

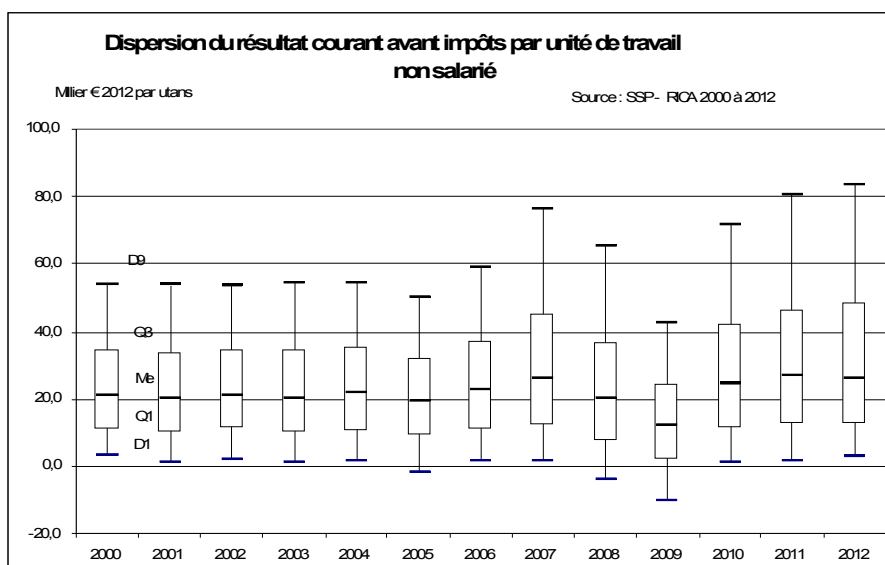
La dispersion des revenus des agriculteurs continue à s'accroître

La dispersion des revenus des agriculteurs s'est encore accrue en 2012. L'intervalle interquartile (étendue des revenus obtenus après élimination des 25 % des revenus les plus faibles et des 25 % des revenus les plus élevés) s'élève à 35 960 euros, après 33 500 euros en 2011 et 30 600 en 2010, soit le niveau le plus élevé observé depuis l'année 2000.

L'intervalle interdécile (étendue des revenus obtenus après élimination des 10 % des revenus les plus faibles et des 10 % des revenus les plus élevés) s'accroît lui aussi pour atteindre 81 000 euros. La tendance à l'accroissement de la dispersion des revenus est observée depuis l'année 2007. L'intervalle interquartile des revenus n'était que de 24 200 euros moyenne sur la période 2001 à 2006. Au cours de la seconde partie de la décennie, la progression

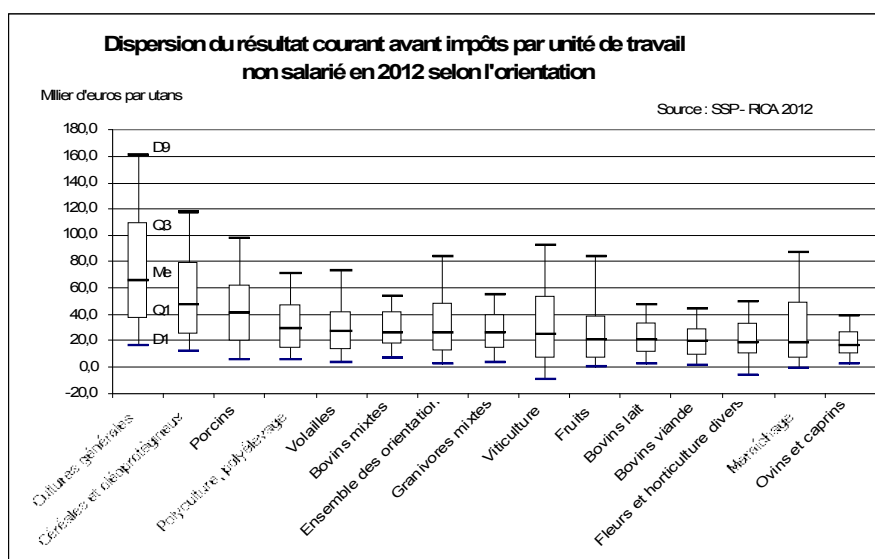
sensiblement plus forte des revenus moyens des exploitations des orientations spécialisées dans les grandes cultures que ceux des autres

orientations, en particulier d'élevage des herbivores, a contribué à accroître la dispersion des revenus de l'ensemble des agriculteurs.



La dispersion des revenus s'accroît au sein de la plupart des orientations. L'agrandissement de la taille des exploitations - la superficie agricole utilisée des exploitations « moyennes et grandes » s'élève, en 2012, à 85,4 hectares en

moyenne alors qu'elle n'était que de 71,3 hectares en 2001 - et la conjoncture globalement plus favorable peuvent être des facteurs parmi d'autres d'accroissement de la dispersion des revenus au sein des orientations.



Des ressources financières toujours importantes permettent de poursuivre l'effort d'investissement

Les bons résultats économiques observés en 2012, se traduisent par davantage de ressources financières générées par les exploitations : la capacité d'autofinancement (81 200 euros en moyenne), s'accroît de 2 700 euros

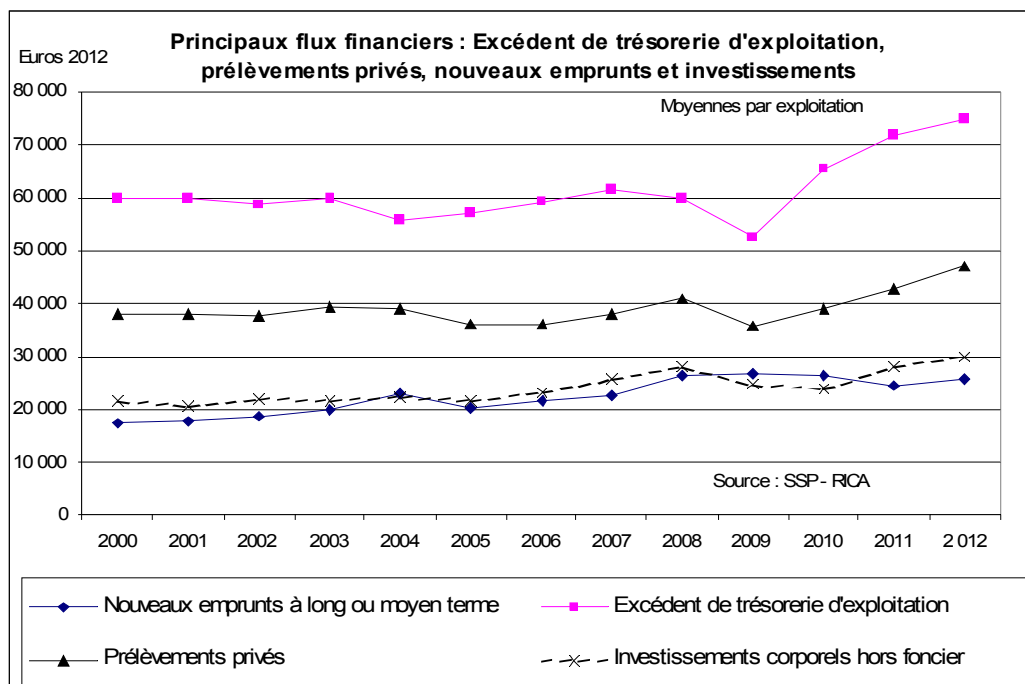
en moyenne, l'excédent de trésorerie d'exploitation (ETE), qui élimine notamment les effets de stocks et de créances pris en compte dans la capacité d'autofinancement, confirme la progression effective des ressources à disposition de l'exploitant : 75 200 euros après 71 800 euros en 2011. Les ressources financières procurées par les exploitations atteignent un niveau inégalé.

Des décalages entre résultats économiques et flux de trésorerie d'exploitation (ETE) existent cependant. En viticulture, la vente en 2012, dans de bonnes conditions, des vins produits en 2011 et les années antérieures, a permis à ces exploitations de disposer de flux de trésorerie accrus (l'ETE s'élève à 73 000 euros contre 64 700 euros en 2011). L'effet de la « petite » récolte de 2012 aura sa traduction financière en 2013. En orientation « Bovins viande » et « Porcins », l'amélioration des résultats économiques observés se concrétisera par des flux de trésorerie plus importants lors de la vente des animaux en 2013.

Les ressources financières accrues incitent les exploitants à prélever davantage (+ 10,2 %). Ces prélèvements privés, qui s'élèvent à 47 200 euros en moyenne, sont utilisés principalement pour rémunérer l'activité des non salariés et régler leurs charges sociales qui

s'élèvent à 11 400 euros en moyenne (+ 10,2 %). La progression des prélèvements privés est observée peu ou prou dans toutes les orientations à l'exception de « Bovins mixtes » et de « Volailles ».

En 2012, les ressources financières plus abondantes ont aussi encouragé les exploitants à investir. Les investissements (les acquisitions moins les cessions d'actifs immobilisés hors foncier) s'élèvent à près de 30 000 euros en moyenne, soit un niveau relativement important pour la deuxième année consécutive. En 2011, l'investissement atteignait déjà 28 000 euros en moyenne. Au cours de la période 2001 à 2010, seule l'année 2008 avait connu des investissements avec un niveau comparable et, sur les 10 années, les investissements n'étaient en moyenne que de 23 400 euros.



En 2012, les exploitations qui investissent (acquisitions d'actifs immobilisations corporelles hors foncier supérieures aux cessions) sont plus nombreuses : la proportion atteint 82,6 % après 78,6 % en 2010 et 80,5 % en 2011. La proportion des exploitations qui investissent plus de 50 000 euros s'élève en 2012 à 19,7 % contre 14,7 % en 2010. Ces « gros investisseurs » concentrent les deux tiers du montant total des acquisitions des actifs immobilisés réalisées par les exploitations cou-

vertes par le RICA. Par rapport à l'année 2010, la proportion des « gros investisseurs » a fortement augmenté non seulement au sein des orientations ayant connu une conjoncture favorable comme les grandes cultures, mais aussi dans d'autres orientations telles que « Bovins lait », « Bovins mixtes ».

Les achats de matériel ou d'outillage représentent 71 % du total des acquisitions d'immobilisations corporelles hors foncier (38 000 euros en moyenne).

Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles (1) selon le montant investi en 2012

	Nombre des exploitations	Moyenne par exploitation en €			
		Acquisitions	Dont matériel	Dont constructions	Cessions
Négatif ou nul	53 221	5 244	3 447	1 328	13 563
0 à moins de 10 000 €	82 583	5 585	4 185	436	1 640
10 000 à < 25 000 €	58 132	18 764	13 682	1 919	3 612
25 000 à < 50 000 €	50 649	42 612	32 943	4 461	9 497
50 000 € et plus	59 925	125 821	86 098	27 600	19 399
Ensemble	304 509	37 861	26 772	6 890	8 902

(1) hors foncier

Source ; SSP - RICA 2012

L'endettement varie peu et son poids continue à diminuer

Les ressources financières générées par l'exploitation ont pu pour l'essentiel assurer le financement de l'augmentation des prélèvements privés et des investissements. L'endettement à long ou à moyen terme, mobilisé notamment pour financer les acquisitions d'immobilisations, qui avait été stable en 2011, s'accroît légèrement en 2012 (1,6 % en valeur courante), pour atteindre 110 600 euros en moyenne. Des variations de faible ampleur des dettes à long ou moyen terme sont observées dans toutes les orientations. L'augmentation de l'endettement auprès des tiers (principalement auprès des fournisseurs) – 45 400 euros en moyenne – est à rapprocher de l'alourdissement des charges observé au cours de l'exercice. L'ensemble des dettes des exploitations - 170 000 euros en moyenne - progresse moins fortement (+ 2,4 %) que le total de l'actif

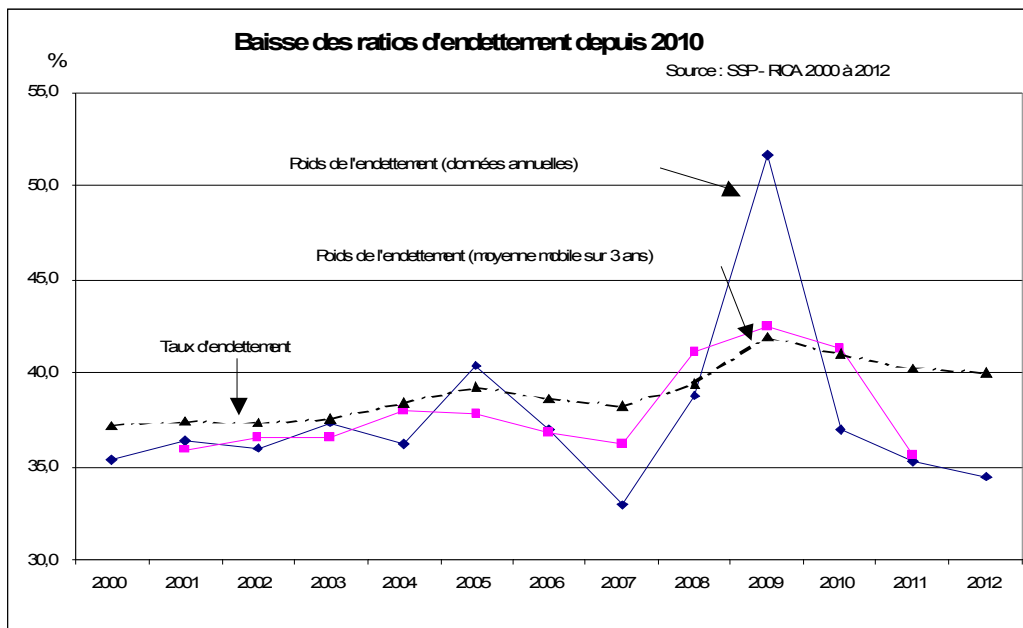
(+ 3,6 %). Avec des investissements qui sont restés à un niveau élevé, l'actif immobilisé a continué à augmenter (3,1 %). On observe aussi une augmentation des trois composantes de l'actif circulant. Le taux d'endettement (rapport du total des dettes à l'ensemble de l'actif) est en moyenne de 40 %, mais ce taux a baissé de près de deux points depuis 2009. Avec l'amélioration des résultats, le poids de l'endettement (somme des remboursements des emprunts à long ou moyen terme et des charges financières rapportée à l'excédent brut d'exploitation) continue à s'alléger : 34,5 % après 35,3 % en 2011 et 37 % en 2010. En orientation « Bovins lait », le poids de l'endettement (42,8 %) s'alourdit de 4 points. En orientation « Porcins », le poids de l'endettement (51 %) reste structurellement élevé, même s'il a tendance à diminuer.

Bilan à la clôture de l'exercice 2012 toutes orientations confondues

Détail de l'actif	Valeur*	Évolution/ ouverture %	Détail du passif	Valeur*	Évolution/ ouverture %
Actif immobilisé	249,5	3,1	Capitaux propres	254,7	4,4
Terrain	40,3	2,7			
Aménagements	2,3	0,5	Ensemble des dettes	170,0	2,4
Constructions	52,2	0,6	Dettes à long ou moyen terme	110,6	1,6
Installations spécialisées	10,3	1,6	Emprunts à court terme	6,2	2,5
Matériel	73,2	5,6	Autres dettes financières à moins de 1 an	7,8	3,9
Plantations	7,6	2,1	Dettes auprès des tiers	45,4	4,4
Animaux reproducteurs	42,4	2,4			
Autres immobilisations	21,2	4,2			
Actifs circulants	173,8	4,4			
Stocks	103,6	3,4			
Valeurs réalisables	41,0	5,0			
Valeurs disponibles	29,2	7,4			
Régularisation actif	1,5	4,1	Régularisation passif	0,1	11,2
Total actif	424,8	3,6	Total passif	424,8	3,6

* valeurs moyennes par exploitation en millier d'euros, évolution en valeur courante.

Source : SSP - RICA 2012 – résultats provisoires.



Annexes

Tableau 1 : Caractéristiques générales et résultats des exploitations « moyennes et grandes » en 2012

Tableau 2 : Situation financière des exploitations « moyennes et grandes » en 2011 et 2012

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations "moyennes et grandes" en 2012

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2011, en valeur 2012

	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage		Fleurs et horticulture diverses		Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes	
	2012	% évo.	2012	% évo.	2012	% évo.	2012	% évo.	2012	% évo.	2012	% évo.	2012	% évo.
Echantillon	6 893		1 038		510		182		199		1 017		301	
Population	304 509		52 163		18 836		4 355		6 404		45 776		7 548	
Caractéristiques physiques														
Surface agricole utilisée (en ha)	85,4	+0,6	121,2	-0,1	120,8	+0,0	10,5	-0,2	5,9	+2,7	23,3	-0,5	32,1	+0,6
dont : SAU en fermage	70,5	+0,4	103,7	-0,6	111,9	-0,3	7,7	+1,1	3,5	+3,8	16,1	-1,6	22,3	+2,2
Effectifs animaux (en UGB)	85,4	+0,6	7,5	-6,8	12,2	-2,3	0,3	-1,5	0,0	///	0,4	-4,9	2,4	-9,6
Nombre d'UTA	2,0	-0,7	1,4	+0,3	2,2	-1,3	4,4	+0,4	4,0	-3,3	2,8	-1,3	4,4	-4,9
dont : UTA non salariées	1,4	-0,9	1,2	-0,8	1,4	-1,3	1,6	-4,9	1,6	-1,4	1,3	-2,0	1,5	+0,2
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)														
Capacité d'autofinancement	81,2	+2,0	97,8	+14,4	147,4	+16,6	82,4	+26,0	53,9	+7,3	71,9	-16,5	69,1	+11,2
- Prélèvements privés	47,2	+7,6	55,6	+17,0	90,2	+8,5	59,8	+4,7	37,1	+13,1	56,0	+8,3	37,0	+8,7
= Autofinancement	33,9	-5,0	42,2	+11,1	57,2	+32,8	22,6	+164,3	16,8	-4,5	15,9	-49,1	32,1	+15,1
Actif immobilisé	249,5	+1,4	196,1	+3,7	303,3	+4,2	152,3	-7,6	107,7	-8,5	221,6	-0,1	167,1	+0,1
Actif circulant	173,8	+2,5	156,2	+9,5	222,7	+6,1	101,3	-2,4	91,1	+0,6	370,4	-1,6	134,4	+7,8
Stocks	103,6	+1,5	76,6	+6,1	89,0	+4,3	28,7	-3,7	36,3	-3,9	280,4	-1,8	37,9	-2,2
Capitaux propres	254,7	+3,0	228,1	+8,4	295,7	+8,1	88,1	-3,3	75,7	-5,6	404,3	-0,8	165,5	+5,2
Endettement total	170,0	+0,2	125,6	+2,4	232,1	+1,2	167,6	-6,7	124,3	-4,0	189,1	-1,8	137,6	+1,4
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)														
Ventes et autoconsommation														
- Achats d'animaux	7,8	+5,0	1,2	+16,2	5,5	+37,2	0,0	///	0,0	-100,0	0,0	+42,3	0,4	+29,5
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	195,2	+4,8	176,6	+14,7	291,6	+11,2	318,1	+9,5	257,9	+2,7	209,6	+1,2	203,0	+1,6
+ Production stockée	4,1	+25,1	3,0	+81,7	4,2	+449,0	-0,1	-106,9	-0,1	+33,0	-0,7	-108,2	1,0	-112,2
+ Production immobilisée	3,7	+0,5	1,1	+37,1	3,9	+11,0	1,2	+24,2	1,7	-46,0	4,3	-25,8	6,6	+4,2
+ Produits divers	3,6	+4,2	4,6	+1,6	7,9	-3,2	2,4	+11,4	5,4	-4,5	3,7	+1,8	4,4	+43,4
= Production de l'exercice	206,7	+5,0	185,2	+15,3	307,7	+12,8	321,7	+9,3	265,0	+2,0	216,9	-5,6	215,0	+1,4
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,4	-12,7	0,7	-15,2	0,9	-10,0	1,6	-26,6	0,4	+23,0	0,1	-34,4	0,2	-10,1
- Charges d'approvisionnement	75,3	+7,4	66,3	+12,4	99,4	+9,6	92,9	+3,6	98,0	+2,0	35,2	+7,2	36,9	+4,3
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	50,6	+3,7	39,4	+8,2	60,8	+5,6	89,0	+9,9	53,5	+5,0	53,7	-0,9	61,5	+4,6
= Valeur ajoutée	81,2	+3,6	80,2	+21,3	148,5	+18,4	141,4	+12,2	113,8	+0,8	128,2	-10,3	116,9	-1,1
+ Remboursement forfaitaire TVA	e	///	e	///	e	///	e	///	e	///	e	///	e	///
+ Subventions d'exploitation	31,0	-3,1	38,3	-2,7	46,5	+2,4	10,8	+36,7	2,5	-3,5	4,1	-1,9	18,0	+23,2
+ Indemnités d'assurance	1,8	-7,0	2,6	+4,8	3,0	-28,9	1,3	+7,6	0,7	+26,7	1,3	-17,5	4,0	+31,3
- Fermages	13,2	-0,0	15,0	+2,7	23,2	+2,4	5,7	+1,7	3,5	+3,7	19,6	-6,9	8,7	+4,8
- Impôts et taxes	2,2	-0,5	2,3	+4,2	3,6	+0,7	1,6	-10,9	1,6	+3,3	3,4	-0,1	1,9	-10,9
- Charges de personnel	13,5	+2,3	3,8	+8,2	20,7	+6,3	60,0	+4,4	55,8	-3,0	34,9	+1,3	56,7	-6,0
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	85,0	+1,7	100,1	+14,1	150,4	+16,5	86,1	+22,7	56,1	+4,9	75,8	-15,6	71,4	+10,2
+ Transferts de charge	0,3	-23,0	0,4	-16,4	0,7	-45,4	0,3	-26,0	0,5	+9,2	0,5	-13,2	0,5	-26,4
- Dotations aux amortissements	29,6	+2,2	29,3	+4,1	42,4	+5,7	29,3	-2,8	20,4	-4,3	21,5	-1,1	25,4	+0,3
= Résultat d'exploitation	55,8	+1,2	71,2	+18,5	108,7	+20,3	57,1	+41,2	36,2	+11,2	54,9	-20,0	46,5	+15,8
+ Produits financiers	0,7	+9,6	1,0	+0,7	1,9	+9,7	0,3	-32,1	0,7	+268,1	0,3	-7,8	0,6	-2,7
- Charges financières	5,1	-2,2	4,0	-0,4	6,6	-0,8	5,0	-6,4	3,5	-10,3	4,7	-0,9	3,6	-2,8
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	51,4	+1,6	68,2	+19,6	104,0	+21,7	52,5	+47,0	33,4	+16,0	50,5	-21,3	43,5	+17,2
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	5,2	+10,2	8,2	-0,2	11,4	+37,9	1,3	-23,1	0,7	-44,2	2,8	-9,0	2,2	+273,7
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,3	-3,0	0,3	-22,8	0,6	-5,0	3,6	+5,3	1,4	-0,4	1,2	+15,7	3,6	+4,2
+ Profits et charges exceptionnels	0,3	+50,4	0,3	-2,2	0,9	+18,3	0,6	+255,0	0,1	+111,2	-0,1	-183,5	0,2	+71,7
= Résultat de l'exercice	58,1	+2,4	77,0	+16,7	117,0	+22,9	57,9	+43,5	35,7	+12,9	54,4	-20,5	49,5	+21,5

e : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Source : SSP - RICA 2011 et 2012 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.

Tableau 1 (suite)

Caractéristiques générales et résultats des exploitations "moyennes et grandes" en 2012

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2011, en valeur 2012

	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture, polyélevage	
	2012	% évo.	2012	% évo.	2012	% évo.	2012	% évo.	2012	% évo.	2012	% évo.	2012	% évo.	2012	% évo.
Echantillon	1 057		681		252		347		158		179		121		827	
Population	46 465		33 098		8 828		13 814		5 847		12 228		5 715		37 170	
Caractéristiques physiques																
Surface agricole utilisée (en ha)	89,9	+0,7	104,4	+1,2	126,1	+0,9	85,5	+1,0	63,1	+1,9	45,4	+0,7	84,9	+0,8	116,2	+1,1
dont : SAU en ferme	77,6	+1,2	76,3	+1,7	109,7	+1,6	52,3	+0,4	53,8	+2,9	36,1	+2,4	72,0	-1,1	100,4	+1,0
Effectifs animaux (en UGB)	95,9	-0,0	111,6	-0,9	158,9	-0,8	80,8	-0,5	462,7	-2,6	552,7	+15,7	250,3	-3,1	91,4	-0,6
Nombre d'UTA	1,9	+0,8	1,4	-0,3	2,0	+0,8	1,6	-0,4	2,3	+1,2	1,6	-0,4	2,2	-0,7	2,0	+0,8
dont : UTA non salariées	1,7	-0,3	1,3	+0,0	1,8	-0,6	1,5	-0,8	1,5	+0,0	1,3	-2,3	2,0	-1,2	1,6	-0,6
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)																
Capacité d'autofinancement	75,1	-10,2	47,5	+13,7	86,6	-4,2	48,3	-0,8	108,0	+10,1	75,5	-0,5	94,1	+3,2	95,2	+3,2
- Prélèvements privés	41,4	-0,3	26,3	+20,2	40,3	-20,5	26,9	+6,8	45,8	+14,7	37,7	-11,7	51,5	+4,5	48,3	+9,8
= Autofinancement	33,8	-20,3	21,2	+6,5	46,3	+11,7	21,3	-10,4	62,1	+6,7	37,9	+15,3	42,6	+1,7	46,9	-2,8
Actif immobilisé	304,1	+2,3	254,4	-0,5	373,8	+1,1	193,3	-0,2	343,3	+5,0	246,2	-1,6	299,7	+0,4	294,8	+1,8
Actif circulant	112,7	+0,5	108,5	+2,0	166,8	+0,2	80,4	+1,3	226,9	+6,0	115,7	+4,5	147,4	+3,3	166,6	+4,6
Stocks	61,2	+1,2	67,6	+4,6	106,3	+1,8	35,1	+6,4	180,1	+7,5	55,6	+5,1	96,8	+5,8	91,1	+4,1
Capitaux propres	229,3	+0,9	256,6	+0,9	323,0	+4,2	176,9	+0,3	204,0	+10,2	120,5	+7,5	234,5	+2,6	268,1	+4,8
Endettement total	189,0	+2,9	106,9	-1,4	220,0	-3,5	97,3	+0,1	368,7	+3,1	243,2	-4,1	215,1	+0,5	194,8	+0,0
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)																
Ventes et autoconsommation																
- Achats d'animaux	3,7	-18,3	8,7	+30,2	16,1	-4,3	3,1	+5,8	34,7	+3,4	61,2	-1,6	24,2	+1,5	11,1	+7,6
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	177,3	-1,1	78,7	+4,8	192,9	-1,6	87,4	+0,1	537,5	+5,9	307,6	+5,0	288,2	+3,1	211,3	+5,1
+ Production stockée	4,8	+19,1	5,9	+277,3	10,6	+287,4	3,6	+321,7	15,8	+97,4	8,1	+7,7	9,8	+91,8	4,8	+91,1
+ Production immobilisée	4,1	-1,2	1,2	-15,2	4,4	+20,5	2,5	-1,9	26,1	+176,9	5,5	-49,3	7,2	-23,6	4,6	+6,2
+ Produits divers	1,4	+13,1	1,3	+5,8	1,7	+12,2	0,8	-7,8	2,8	+21,4	4,3	+14,4	2,4	+3,3	4,5	+3,7
= Production de l'exercice	187,6	-0,6	87,1	+17,4	209,7	+2,8	94,2	+5,4	582,2	+10,6	325,4	+4,1	307,5	+3,9	225,2	+6,3
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,2	-15,5	0,1	-23,4	0,3	-4,3	0,1	-19,6	0,2	-12,3	0,4	+49,0	0,5	+26,0	0,6	-13,2
- Charges d'approvisionnement	71,9	+7,6	38,9	+5,0	89,6	+6,4	43,2	+5,8	344,7	+6,3	187,0	+6,9	156,5	+3,2	87,4	+9,2
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	54,6	+2,4	30,4	+2,8	59,3	+3,0	31,2	+3,6	104,7	+26,4	59,1	-0,5	66,8	-0,8	57,4	+3,1
= Valeur ajoutée	61,3	-10,9	17,9	+132,5	61,0	-2,2	19,9	+7,4	133,0	+11,1	79,8	+2,0	84,8	+9,3	81,0	+5,4
+ Remboursement forfaitaire TVA	e	///	e	///	e	///	e	///	e	///	e	///	e	///	e	///
+ Subventions d'exploitation	34,0	-3,6	43,3	-8,5	49,2	-5,9	38,4	-3,9	19,5	-4,8	16,0	-1,4	33,7	-7,6	42,0	-2,5
+ Indemnités d'assurance	1,0	-8,3	0,9	-20,6	1,5	-37,6	0,9	-8,3	0,6	-50,7	1,6	-33,6	0,8	-31,6	2,8	+19,5
- Fermages	11,2	+1,3	8,7	+2,6	14,8	+2,9	5,3	+1,4	9,5	+1,9	5,8	+1,5	11,5	+4,1	14,5	+1,4
- Impôts et taxes	1,7	-8,5	1,2	+2,1	2,1	-5,8	1,1	+9,7	3,0	+13,7	1,7	+3,0	2,1	+0,6	2,3	-3,5
- Charges de personnel	3,4	+20,2	2,2	+5,7	3,5	+8,2	2,4	+4,5	21,7	+6,1	6,6	+5,7	4,8	+11,9	8,9	+7,0
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	80,0	-10,6	50,1	+12,5	91,3	-6,0	50,4	-1,1	118,9	+9,0	83,2	+0,5	100,8	+3,3	100,0	+2,9
+ Transferts de charge	0,2	+28,3	0,1	+18,0	0,2	-1,8	0,2	-63,8	0,4	-13,6	0,2	-38,0	0,3	-32,0	0,3	-42,4
- Dotations aux amortissements	34,3	+3,5	20,3	-0,1	39,6	+0,1	20,1	-0,1	41,5	-1,4	33,2	+2,6	36,1	+2,1	37,8	+4,0
= Résultat d'exploitation	45,9	-18,8	29,8	+22,7	51,9	-10,1	30,4	-2,7	77,9	+15,3	50,2	-0,9	64,9	+3,8	62,5	+1,9
+ Produits financiers	0,5	+28,4	0,5	+2,6	0,6	+10,6	0,2	+46,6	0,8	-34,4	0,4	+36,7	0,5	-20,3	0,9	+25,3
- Charges financières	6,2	-1,5	3,2	-4,4	7,1	-4,5	2,8	-4,4	12,3	-6,4	7,8	-0,0	7,3	-3,1	6,2	-2,1
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	40,3	-20,5	27,1	+26,5	45,4	-10,7	27,8	-2,2	66,4	+19,4	42,7	-0,9	58,1	+4,6	57,2	+2,6
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	5,1	+22,7	4,0	+71,3	5,5	-18,2	2,6	+43,9	1,9	-50,6	3,8	+48,6	4,3	+28,8	6,4	+2,2
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,9	+1,3	1,0	-8,9	2,2	-1,3	1,6	-7,7	1,2	-15,3	1,1	-2,1	1,9	-6,8	1,4	-4,5
+ Profits et charges exceptionnels	0,6	+5 019,4	0,0	-39,3	1,6	+3 273,8	0,3	+92,2	0,1	-81,6	-0,4	-420,8	-0,1	-156,8	0,2	+5,3
= Résultat de l'exercice	47,8	-15,4	32,2	+28,9	54,7	-8,3	32,3	+1,0	69,6	+14,2	47,3	-0,1	64,3	+4,8	65,2	+2,4

e : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une ar

Source : SSP - RICA 2011 et 2012 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.

Tableau 2 (suite)

Situation financière des exploitations "moyennes et grandes" en 2011 et 2012

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Champ : exploitations présentes en 2011 et 2012

Tableau de financement simplifié	Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture polyélevage	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Résultat courant avant impôts	21,4	27,4	50,9	46,1	28,5	28,3	54,0	65,4	44,2	44,5	54,4	57,8	55,7	58,0
+ Dotation aux amortissements	19,7	20,0	38,9	39,6	19,7	20,0	41,0	41,1	27,7	28,9	35,6	36,9	36,1	38,1
+ Charges et produits exceptionnels	0,1	e	e	1,7	0,3	0,5	0,4	0,1	0,2	-0,5	0,2	-0,1	0,1	0,1
= Capacité d'autofinancement	41,1	47,4	89,8	87,4	48,5	48,8	95,4	106,6	72,1	72,8	90,2	94,5	92,0	96,3
- Prélèvements privés	21,5	26,2	44,3	35,7	27,1	29,3	39,9	46,5	42,3	38,0	49,1	52,0	43,4	48,4
= Autofinancement	19,6	21,3	45,5	51,6	21,4	19,5	55,5	60,1	29,7	34,8	41,1	42,5	48,5	47,9
+ Cessions d'immobilisations	4,0	6,1	9,1	9,7	3,0	5,5	4,4	2,7	3,4	5,2	6,2	7,8	10,4	10,4
+ Subventions d'équipement reçues	0,5	0,4	1,4	1,0	1,1	1,0	0,9	1,4	1,2	1,0	1,0	1,4	1,1	1,0
+ Nouvelles dettes financières	15,8	20,1	40,4	38,5	15,0	17,1	60,4	78,8	39,6	22,5	44,7	36,7	33,9	37,8
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,7	0,9	0,6	-2,4	-1,4	2,0	0,3	9,7	-0,4	-0,9	-3,5	7,1	3,9	0,5
+ Diminution de trésorerie nette		1,5		0,0	0,3		0,8	2,8	0,6	2,4		0,8		2,1
= Total des ressources	40,7	50,2	97,1	98,5	39,4	45,0	122,3	155,6	74,2	65,0	89,5	96,1	97,8	99,8
Acquisitions d'immobilisations	19,7	23,2	44,2	47,7	21,2	25,2	38,3	61,0	43,1	29,8	45,1	42,3	48,8	51,3
+ Augmentation des animaux reproducteurs	-1,6	1,2	0,4	6,8	-0,6	-0,1	2,6	2,9	-0,4	0,8	1,6	3,8	0,1	1,1
+ Charges à répartir	e	e	e	e	e	e	e	e	e	e	e	e	e	e
+ Remboursements des dettes financières	20,0	20,9	41,1	40,8	17,7	17,6	74,4	72,2	29,4	30,2	42,9	43,9	34,8	36,6
+ Variation des stocks	0,3	3,9	4,7	3,3	0,5	2,6	6,7	14,9	4,5	2,9	4,0	6,8	6,1	5,0
+ Variation des créances auprès des tiers	0,2	1,0	3,8	-0,7	0,6	-0,6	0,6	3,9	-2,9	1,4	-4,0	-1,1	4,8	5,8
+ Variation des comptes de régularisation	0,1	e	0,3	0,6	0,0	0,1	-0,4	0,7	0,4	-0,1	-0,5	0,3	0,1	e
+ Augmentation de trésorerie nette	2,0		2,6			0,1					0,3		3,1	
= Total des emplois	40,7	50,2	97,1	98,5	39,4	45,0	122,3	155,6	74,2	65,0	89,5	96,1	97,8	99,8
Variation du fonds de roulement net	1,9	2,6	10,7	5,6	2,1	0,3	5,9	7,0	1,9	2,7	3,4	-1,9	10,2	8,2
Variation du besoin en fonds de roulement	-0,2	4,1	8,1	5,7	2,3	0,3	6,7	9,8	2,5	5,1	3,0	-1,1	7,1	10,3
Variation de trésorerie nette	2,0	-1,4	2,6	-0,1	-0,2	e	-0,8	-2,8	-0,6	-2,4	0,3	-0,7	3,1	-2,2
Investissement total	14,0	18,3	35,5	44,7	17,7	19,6	36,5	61,2	39,4	25,4	40,5	38,4	38,5	42,0
Excédent de trésorerie d'exploitation	44,5	43,3	85,1	73,5	47,0	47,9	87,6	74,0	72,9	71,4	84,3	90,8	84,8	84,4

Bilan 2012	Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Actif immobilisé	252,2	254,5	367,0	376,6	187,9	190,4	323,2	344,9	207,9	207,7	293,9	299,5	285,2	295,4						
Terrains	42,9	43,4	32,5	33,5	31,6	31,8	25,4	25,8	25,5	26,2	18,3	18,8	32,9	33,8						
Aménagements terrains	1,7	1,8	2,8	3,0	1,5	1,5	2,9	3,4	3,3	3,2	2,6	2,3	2,9	2,8						
Constructions	42,5	41,2	93,7	93,9	46,2	48,7	145,3	153,4	71,6	69,0	87,7	84,3	56,3	57,1						
Installations spécialisées	3,8	3,6	13,6	14,5	6,9	6,9	7,8	11,4	14,4	15,2	12,1	12,3	14,0	13,5						
Matériel	46,5	48,5	89,7	90,1	49,5	49,4	64,1	67,8	67,1	66,7	74,3	77,1	92,8	99,9						
Plantations (y compris forêt)	0,1	0,1	e	e	e	e	0,1	0,1	0,9	1,0	e	e	2,9	2,9						
Animaux reproducteurs	108,1	109,2	120,6	127,4	45,9	45,8	51,3	54,2	14,1	14,9	77,8	81,7	57,8	58,8						
Autres immobilisations	6,4	6,8	14,2	14,3	6,3	6,2	26,3	28,8	11,0	11,4	21,1	23,0	25,7	26,5						
Actif circulant	104,6	108,2	164,7	167,5	77,2	79,4	209,6	225,4	93,0	98,5	140,6	147,4	158,0	167,8						
Stocks et en-cours	63,9	67,9	103,0	106,3	31,8	34,4	165,2	180,0	45,3	48,2	91,1	97,9	86,7	91,7						
dont animaux circulants	42,3	44,0	61,3	63,4	11,1	11,9	121,5	129,5	28,3	29,9	55,0	55,7	28,8	30,2						
Valeurs réalisables	19,0	19,4	33,0	32,4	24,8	24,3	28,5	32,7	31,7	32,7	29,0	27,0	38,4	41,7						
Valeurs disponibles	21,7	20,9	28,7	28,8	20,5	20,7	15,9	12,7	16,0	17,7	20,5	22,6	32,9	34,4						
Régularisation actif	0,7	0,7	2,0	2,6	0,5	0,6	2,3	2,6	1,8	1,7	2,2	2,6	1,7	1,8						
Total actif	357,5	363,5	533,7	546,7	265,7	270,4	535,1	572,9	302,6	308,0	436,6	449,5	444,9	465,0						
Capitaux propres	251,6	257,4	308,9	326,4	172,4	175,7	181,6	203,6	113,0	123,3	220,8	231,8	256,4	273,5						
Total endettement	105,8	106,1	224,7	220,2	93,1	94,6	352,9	369,2	189,6	184,6	215,9	217,6	188,4	191,4						
Dettes à long ou moyen terme	75,5	75,2	157,0	154,5	68,3	67,5	227,5	229,4	131,2	124,6	158,7	151,8	132,1	132,5						
Emprunts à court terme	3,7	3,2	7,0	7,1	1,9	2,2	19,4	24,3	4,1	2,9	9,5	9,1	4,3	5,1						
Autres dettes financières à - 1 an	3,9	4,1	7,2	7,4	4,1	4,2	43,2	43,1	7,3	10,9	10,8	12,7	7,1	8,3						
Dettes auprès de tiers	22,8	23,7	53,5	51,2	18,8	20,7	62,8	72,5	47,0	46,1	36,9	44,0	45,0	45,5						
Régularisation passif	0,1	e	0,1	0,1	0,2	0,2	0,6	0,1	e	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1						
Total passif	357,5	363,5	533,7	546,7	265,7	270,4	535,1	572,9	302,6	308,0	436,6	449,5	444,9	465,0						

e : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Source : SSP - RICA 2011 et 2012 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.

Méthodologie

Avertissement :

A partir de l'exercice comptable 2010, les résultats du réseau d'information comptable agricole (RICA) sont présentés selon la nouvelle typologie des exploitations agricoles, conformément aux dispositions du règlement (CE) n°1242/2008 de la Commission, en cohérence avec ceux du recensement de l'agriculture 2010.

Les données du RICA, enquête européenne, peuvent être dépendantes des différences de taux d'inflation entre pays. Afin d'assurer une cohérence entre les données des actifs immobilisés acquis à des époques différentes, une réévaluation de ce type d'actif était appliquée dans les États membres, y compris en France. Cette procédure est abandonnée au niveau communautaire. Les résultats du RICA français sont donc désormais calculés sans appliquer cette réévaluation des bilans. Cette réforme a eu pour conséquence, en 2010, une diminution de 17 000 euros en moyenne de l'actif immobilisé. Le total de l'actif, les capitaux propres et le total du passif sont diminués d'autant. Cette réforme implique aussi la diminution de la valeur des dotations aux amortissements, les soldes intermédiaires de gestion qui en dépendent, et en particulier le résultat courant avant impôts (RCAI), ont donc été augmentés d'autant, 4 500 euros en moyenne en 2010. Cette réforme accroît la cohérence des résultats du RICA avec ceux liés à la mise en œuvre des règles comptables en France.

Le RICA

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès de 82 000 exploitations agricoles de l'Union européenne. Réalisée dans les 27 États membres selon des définitions et des règles communes. Elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture. Cet échantillon représente près de 5 millions d'exploitations, qui constituent 96 % du potentiel économique de l'agriculture communautaire. En France métropolitaine, le RICA couvre le champ des exploitations dont le produit brut standard est supérieur à 25 000 euros, soit en 2012 304 585 exploitations représentant 97 % du total de la production brute standard. Sur la métropole, l'échantillon total enquêté en 2012 regroupe 7 318 exploitations. L'échantillon provisoire exploité pour ce rapport comprend 6 894 exploitations. Les évolutions du résultat courant avant impôts (RCAI) sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice du prix du produit intérieur brut.

Méthodes de collecte et concepts

Le RICA recueille chaque année des données **comptables** et extra-comptables auprès d'exploitations sélectionnées par échantillonnage (méthode des quotas). Quand l'exploitation dispose d'une comptabilité, celle-ci est harmonisée selon les règles du RICA et donc soumise à des retraitements (recours aux amortissements linéaires, inscription de toutes les terres en propriété au bilan, par exemple) puis complétée par des données extra-comptables (temps de travail, surfaces, nombre d'animaux, etc.). Une comptabilité RICA est établie spécifiquement s'il n'en existe pas (exploitation au forfait non sujette à la tenue d'une comptabilité). Le travail est en général confié à des centres de gestion et de comptabilité spécialisés : centres d'économie rurale du réseau CER France, associations dépendant du réseau AS, divers autres centres comptables, experts-comptables, et de façon marginale, écoles d'agriculture, centres de recherche et agents de l'administration.

Comme il s'agit d'informations individuelles, on peut constituer des sous-ensembles répondant à différents critères, en fonction des objectifs d'étude poursuivis. Les résultats individuels sont étendus à l'ensemble du champ en utilisant un système de **pondération** basé sur le rapproche-

ment du nombre des exploitations de l'échantillon avec celui de l'univers 2012. Ce dernier est obtenu à partir d'une extrapolation pour l'année 2012 des données des recensements de l'agriculture 2000 et 2010. Un poids est calculé pour chacune des strates résultant du croisement des trois critères : orientation technico-économique (OTEX) - région – taille économique (CDEX).

Les concepts du RICA sont proches de ceux de la comptabilité d'entreprise, définis par le Plan comptable agricole, lui-même adapté du Plan comptable général. Un rapprochement important des concepts et des principes d'évaluation a été opéré lors de l'établissement de la nouvelle base 1995 des comptes macroéconomiques agricoles, et notamment des comptes par OTEX. Ainsi, sans lui être identique, le **résultat courant avant impôt (RCAI)**, indicateur central du RICA, est proche du **revenu net d'entreprise agricole**.

Comme les comptes macroéconomiques, mais sans inclure les subventions liées aux produits dans la valeur de la production, le RICA classe en subventions d'exploitation la plupart des aides prévues par la Politique agricole commune (PAC) : droits à paiement unique, aides à la restructuration du vignoble, primes au maintien du troupeau de vaches allaitantes, indemnité compensatoire de handicap naturel, prime à l'herbe, etc. Les subventions d'exploitation sont rattachées à l'exercice ouvrant le droit, dès lors qu'elles sont connues et certaines. Si le montant de la créance n'a pas pu être estimé à la clôture de l'exercice, les subventions sont enregistrées lors de l'encaissement sur l'exercice suivant. Les aides comme la dotation aux jeunes agriculteurs sont par contre classées en subvention d'investissement.

Les principales divergences avec les comptes macroéconomiques concernent les règles d'évaluation des immobilisations (animaux reproducteurs...), celles des stocks (animaux circulants, engrais...), et le traitement des primes et indemnités d'assurance. S'agissant des **stocks**, les comptes macroéconomiques de l'agriculture retracent la variation des volumes, mais pas des prix. La valeur des stocks de produits est estimée au prix moyen de l'année. Au contraire, dans le RICA, la valeur des stocks est évaluée à la clôture de l'exercice au prix de marché. La variation des stocks intègre donc les variations de prix, qui peuvent être très importantes et conduire à des évaluations différentes de celles des comptes.

Les chiffres relatifs à l'année 2012 sont calculés à partir d'un échantillon encore provisoire couvrant 94 % de l'effectif définitif.

Les évolutions des données monétaires sont exprimées, sauf mention explicite, en valeur 2012 : les données des années antérieures sont corrigées à l'aide des indices du prix du PIB.

Les indicateurs de résultat

Le **résultat courant avant impôts (RCAI)** est la différence entre les produits et les charges courantes. Il constitue une forme de revenu permettant de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres (contrairement aux règles traditionnelles comptables et fiscales, les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites du résultat dans le RICA). Le RCAI prend en compte à la fois des charges qui doivent se traduire par des flux financiers et des charges calculées (les amortissements). Pour appréhender les flux financiers, les analystes utilisent le plus souvent la **capacité d'autofinancement** qui diffère du RCAI principalement par le fait que ne sont pas déduits les amortissements. Des charges et des produits à caractère exceptionnel sont retenus dans le calcul de la capacité d'autofinancement, mais ces charges et produits sont en moyenne peu importants. La capacité d'autofinancement est la ressource essentielle du tableau de financement.

Pour d'autres analyses, l'excédent brut d'exploitation (EBE) peut être préféré. À la différence de la capacité d'autofinancement, l'EBE n'intègre ni les charges et produits financiers, ni les charges et produits exceptionnels. Il exprime un flux de trésorerie potentiel généré par les opérations d'exploitation, avant rémunération des apporteurs externes de capitaux.